

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 31 mars 2000, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "relatif au rapport annuel d'activités des entreprises de gardiennage, des entreprises de sécurité et des services internes de gardiennage", a donné le 7 juin 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 31 maart 2000 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende het jaarlijks activiteitenverslag van de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten", heeft op 7 juni 2000 het volgende advies gegeven :

Observation générale

Afin de sauvegarder la sécurité juridique, il convient d'abroger l'arrêté ministériel du 30 mai 1991 (1) relatif au rapport annuel d'activités des entreprises de gardiennage et des entreprises de sécurité, qui est toujours en vigueur (2).

L'on insérera donc un article supplémentaire en ce sens dans le dispositif et l'on visera cet arrêté ministériel dans le préambule (3).

(1) publié au Moniteur belge du 19 juin 1991.

(2) Cet arrêté exécute l'article 20 de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage dans son ancienne version. En application de celle-ci, les "services internes de gardiennage" échappaient à l'obligation d'envoyer annuellement un rapport d'activité au Ministre de l'Intérieur, ce qui n'est plus le cas depuis la modification apportée par la loi du 18 juillet 1997 (publiée au Moniteur belge du 28 août 1997 et entrée en vigueur le même jour).

(3) Car s'il est vrai que, dans la pratique antérieure, les textes abrogés par un arrêté n'étaient pas visés dans le préambule de ce dernier, cette manière de faire n'est plus d'usage. Il y a actuellement lieu de viser ces derniers.

Examen du projet

Préambule

Alinéa 1er

Il convient de ne citer que les modifications apportées antérieurement à la disposition qui constitue le fondement juridique au projet. L'on écrira ", notamment l'article 14, alinéa 1er, remplacé par la loi du 18 juillet 1997" au lieu de "modifié par la loi du 18 juillet 1997 et la loi du 9 juin 1999, notamment l'article 14, alinéa 1er".

Dispositif

Article 1er

Il est suggéré d'écrire "contient" au lieu de "doit contenir". L'observation vaut également pour l'article 3, alinéas 1er et 2.

Article 2

Cet article dispose, en son alinéa 1er, première phrase :

"Les informations visées aux rubriques I, III et V des annexes se rapportent à une année civile complète, sauf les informations financières qui portent

.../...

sur un exercice comptable (1) (et non sur une année comptable).".

Par souci de précision, il serait souhaitable d'indiquer dans quelles subdivisions précises des annexes sont demandées des informations qualifiées de "financières".

Article 3

1. A l'alinéa 1er, il convient d'omettre les mots "du Ministère de l'Intérieur".

2. A l'alinéa 2, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le sens et l'utilité des mots "et au plus tard le 31 juillet suivant l'année civile à laquelle il se rapporte". S'agissant d'informations financières qui portent sur un exercice comptable, l'expression "année civile" est inadéquate. Il convient de ne fixer qu'un seul délai dont le calcul ne présente aucune difficulté.

3. Il convient d'insérer un alinéa 3 rédigé comme suit :

"En ce qui concerne les sociétés, ces informations financières doivent être transmises dans le mois qui suit

(1) de même, on écrira à l'alinéa 2 de l'article 3 "l'exercice comptable".

l'approbation des comptes annuels et au plus tard dans les six mois de la clôture de l'exercice comptable.".

Article 4

Il n'y a pas lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des arrêtés ministériels. L'article 4 doit, dès lors, être omis.

ANNEXES

Observations particulières

Annexe 1

1. Le point I, 6°, demande que soit mentionné le "nom de l'administrateur délégué". Il se peut, cependant, que l'entreprise de gardiennage soit gérée par une autre personne qu'un administrateur délégué. Tel sera le cas, par exemple, d'une entreprise de gardiennage constituée sous la forme d'une société privée à responsabilité limitée qui est gérée par un ou plusieurs gérants.

Par ailleurs, il convient de compléter l'annexe en prévoyant l'hypothèse d'une entreprise de gardiennage qui appartient à une personne physique ou à une société dénuée de la personnalité juridique. Dans ce cas, il convient d'indiquer le nom de la personne physique qui la dirige.

.../...

La même observation vaut pour le point I, 6°, de l'annexe 2.

2. Les tableaux des points I, 8°, et II, 4°, mentionnent, à la troisième ligne, la surveillance et la protection de transports de biens alors que les tableaux des points III et V, 1°, mentionnent la surveillance et la protection de transports de valeurs. Cette dernière expression est plus conforme à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 3°, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage.

3. Au point I, 7° (en réalité le 9°), la version française utilise tantôt le mot "section", tantôt le mot "secteur". Il y a lieu d'utiliser de manière uniforme le mot "section".

La même observation vaut pour le point I, B, 2°, de l'annexe 3.

4. A la sixième ligne du tableau du point II, 4°, il convient d'écrire "surveillance et contrôle de personnes", conformément à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 5°, de la loi du 10 avril 1990 précitée.

La même observation vaut pour les tableaux des points III et V, 1°, ainsi que pour le point V, 2°.

.../...

5. Au tableau du point III, les trois catégories retenues manquent de précision. Dans quelle catégorie ranger, par exemple, une A.S.B.L. ?

La même observation vaut pour le tableau du point III, 4°, de l'annexe 2 : il convient de donner davantage de précisions dans les notes figurant au bas du tableau.

6. Au point V, 1°, dernière phrase, si la liste doit être dressée "en tout cas [pour] tout ce qui concerne les hold-up lors de transports de valeurs", cela implique, a contrario, qu'elle ne doit pas être obligatoirement dressée pour les autres faits.

Annexe 2

Au point II, 2°, in fine, de la version française, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité de viser les personnes qui "sont responsables de plusieurs activités" alors qu'en vertu de la première phrase seuls doivent être mentionnés les membres du personnel d'exécution qui exercent des activités de sécurité et non les responsables.

Annexe 3

1. Le point I, A, 5°, demande que soit mentionné le "nom de l'administrateur délégué ou du gérant". Il convient de compléter l'annexe en prévoyant que, lorsque

.../...

l'entreprise dont dépend le service interne de gardiennage n'est pas une personne morale, il y a lieu d'indiquer le nom de la personne physique qui la dirige. Il y a en outre une discordance entre le texte français et le texte néerlandais à laquelle il faut remédier.

2. Le tableau du point II, 2°, mentionne, à la troisième ligne, "surveillance et protection de transports de biens" alors que le tableau du point V, 1°, mentionne "surveillance et protection de transport[s] de valeurs". Cette dernière expression est plus conforme à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 3°, de la loi du 10 avril 1990 précitée.

3. Dans le tableau du point II, 2°, il convient de mentionner, à la cinquième ligne, "surveillance et contrôle de personnes", conformément à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 5°, de la loi du 10 avril 1990 précitée.

La même observation vaut pour le tableau du point V, 1°, cinquième ligne, ainsi que pour le point V, 2°, cinquième tiret.

4. Au point III, il serait préférable d'insérer un tableau reproduisant les activités mentionnées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 1°, 2°, 3° et 5° de la loi du 10 avril 1990 précitée.

.../...

Par ailleurs, le texte en projet impose la transmission de l'éventuel rapport annuel interne rédigé par le service interne de gardiennage. Cette obligation excède l'habilitation contenue à l'article 14 de la loi du 10 avril 1990 précitée qui autorise seulement le ministre de l'Intérieur à déterminer la teneur du rapport annuel et non à établir une liste de documents que devraient lui transmettre les services internes de gardiennage, et ce d'autant plus que ce rapport interne pourrait contenir des renseignements qui n'intéressent pas le ministre de l'Intérieur. Si les fonctionnaires et agents chargés du contrôle des services internes de gardiennage souhaitent examiner un tel rapport, il leur appartient de faire application de l'article 16 de la loi du 10 avril 1990 précitée.

Observations de légistique

I. Les trois annexes présentent de très nombreuses différences de terminologie ou de présentation qui doivent être évitées lorsqu'elles ne répondent à aucune nécessité.

On sera notamment attentif aux observations qui suivent. Il convient :

- 1° d'harmoniser le mode de numérotation des annexes et la manière de présenter leur intitulé. C'est ainsi que l'on numérottera la première annexe en chiffre arabe, et que l'on l'intitulera "Rapport d'activités des entreprises de gardiennage";

.../...

- 2° de veiller à numérotter correctement les subdivisions des points qui figurent dans chaque annexe. C'est ainsi que, dans le point I de l'annexe 1, la dernière subdivision est à numérotter "9°" au lieu de "7°". De même, dans le point I de l'annexe 2, les subdivisions sont à renuméroter à partir de la subdivision 7° "Affiliation à des associations ...". Par ailleurs, le texte néerlandais de l'annexe 3, point I, A et B, contient une numérotation incorrecte;
- 3° dans les énumérations, de faire suivre les différents éléments énumérés, sauf le dernier d'entre eux, par un point-virgule, non par un point;
- 4° de ne pas faire figurer certains passages du texte entre crochets, comme par exemple dans l'annexe 1, point I, 4°;
- 5° de ne pas faire figurer deux fois le signe de ponctuation ":" dans un même élément d'une énumération, comme par exemple dans l'annexe 1, point I, 7° (devenant 9°);
- 6° d'écrire "francs" au lieu de faire usage de l'abréviation "Bef", ainsi que d'écrire "euros" au lieu de "Euro" (1), comme par exemple dans l'annexe 1, point I, 8°;

(1) Sur la manière correcte de citer l'euro, cf. Rhadamanthe, "L'euro arrive", J.T., 1999, p. 174.

- 7° d'éviter de faire usage de tirets pour identifier les éléments d'une énumération, comme par exemple dans l'annexe 1, point V, 2°. L'on identifiera ces derniers par "a)", "b)", "c)", etc.
- 8° d'éviter également de faire usage de sigles non définis, comme par exemple dans l'annexe 2, point III, 5°, a), où figurent des sigles comme "AIR", "PIR", "PIR + MW" et "PIR + US"; mieux vaut utiliser les mots désignés par ces sigles;
- 9° de faire usage de la conjonction "ou", au lieu de la double conjonction "et/ou";
- 10° d'utiliser conjonction "et" ou "avec", au lieu du signe "+".

II. La rédaction des annexes doit être améliorée, comme par exemple :

- 1° à l'annexe 1, point I, 8°, cinquième ligne du tableau, l'on écrira, dans la version française : "Chiffre d'affaires découlant de la surveillance et du contrôle ...";
- 2° à l'annexe 1, point I, 8°, sixième ligne du tableau, l'on écrira, conformément à l'article 1er, § 3, de la loi du 10 avril 1990 : "Chiffre d'affaires découlant de la conception, de l'installation, de l'entretien ou de la réparation de systèmes et de centraux d'alarme".

.../...

Il convient d'harmoniser entre eux les différents points ou subdivisions qui figurent dans une même annexe. C'est ainsi, par exemple, que, dans l'annexe 2, point I, 7° (devenant 8°) de la version française, il convient d'écrire "Date à laquelle les comptes annuels sont clôturés", au lieu de "Date à laquelle vos comptes annuels sont clôturés". De même, dans l'annexe 2, point III, 4°, de la version française, il convient d'écrire "Répartition du nombre de clients ..." au lieu de "Répartition du nombre de vos clients ...". Le 4° de la version française doit d'ailleurs être complété par les mots "dans l'année de référence".

Il convient également d'harmoniser les annexes entre elles. C'est ainsi, par exemple, qu'à l'annexe 2, point II, 2°, et à l'annexe 3, point II, 2°, il y a lieu de remplacer, in fine, le mot "fonctions" par le mot "activités" qui est correctement mentionné à l'annexe 1, point II, 4°.

Algemene opmerking

Teneinde de rechtszekerheid veilig te stellen, behoort het ministerieel besluit van 30 mei 1991 (1) betreffende het jaarlijks activiteitenverslag van de bewakingsondernemingen en de beveiligingsondernemingen, dat nog steeds van kracht is, te worden opgeheven (2).

Er behoort derhalve in het dispositief een aanvullend artikel in die zin te worden ingevoegd en in de aanhef behoort naar dat ministerieel besluit te worden verwezen (3).

-
- (1) Bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 19 juni 1991.
- (2) Dat besluit geeft uitvoering aan de oude versie van artikel 20 van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten. Krachtens dat artikel ontsnapten de "interne bewakingsdiensten" aan de verplichting om de Minister van Binnenlandse Zaken jaarlijks een activiteitenverslag te bezorgen, hetgeen niet meer zo is sedert de wijziging die is aangebracht bij de wet van 18 juli 1997 (bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 28 augustus 1997 en in werking getreden op diezelfde dag).
- (3) Hoewel in het verleden teksten die bij besluit werden opgeheven niet vermeld werden in de aanhef van dat besluit, is die handelwijze nu niet meer gebruikelijk. Thans behoren die teksten wel te worden vermeld.

.../...

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Aanhef

Eerste lid

Alleen de wijzigingen die in het verleden aangebracht zijn in de bepaling die de rechtsgrond vormt voor het ontwerp behoren te worden vermeld. Men schrijve ",inzonderheid op artikel 14, eerste lid, vervangen bij de wet van 18 juli 1997" in de plaats van "zoals gewijzigd door de wet van 18 juli 1997 en de wet van 9 juni 1999, inzonderheid op artikel 14, eerste lid".

Dispositief

Artikel 1

Voorgesteld wordt te schrijven "bevat" in de plaats van "dient ... te bevatten". Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 3, eerste en tweede lid.

Artikel 2

De eerste zin van het eerste lid van deze bepaling luidt als volgt :

"De in de rubrieken I, III en V van de bijlagen bedoelde gegevens hebben betrekking op een volledig kalenderjaar, behalve de financiële gegevens die

.../...

betrekking hebben op een boekjaar (1) (en niet op een boekhoudkundig jaar).".

Duidelijkheidshalve, zou moeten worden aangegeven in welke onderverdelingen precies van de bijlagen zogenaamde "financiële" gegevens worden gevraagd.

Artikel 3

1. In het eerste lid behoren de woorden "van het Ministerie van Binnenlandse Zaken" te vervallen.

2. In het tweede lid ziet de Raad van State de zin en het nut niet in van de woorden "en uiterlijk op 31 juli volgend op het kalenderjaar waarop het betrekking heeft". Aangezien het om financiële gegevens gaat die betrekking hebben op een boekjaar, is de term "kalenderjaar" hier niet op zijn plaats. Er behoort één enkele termijn te worden vastgelegd, waarvan de berekening geen enkel probleem oplevert.

3. Er behoort een derde lid te worden ingevoegd dat luidt als volgt :

"Wat de vennootschappen betreft, behoren die financiële gegevens te worden overgezonden binnen de maand

(1) zo ook schrijve men in het tweede lid van artikel 3 "het boekjaar".

die volgt op de goedkeuring van de jaarrekening en uiterlijk zes maanden na afsluiting van het boekjaar."

Artikel 4

Er is geen grond om af te wijken van de gebruikelijke regel inzake de inwerkingtreding van ministeriële besluiten. Artikel 4 behoort derhalve te vervallen.

BIJLAGEN

Bijzondere opmerkingen

Bijlage 1

1. In onderdeel I, 6°, wordt bepaald dat de naam van de "afgevaardigd bestuurder" dient te worden vermeld. Het is evenwel ook mogelijk dat de bewakingsonderneming geleid wordt door iemand anders dan de gedelegeerd bestuurder. Dat is bijvoorbeeld het geval voor een bewakingsonderneming die de vorm heeft aangenomen van een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid die geleid wordt door een of meerdere zaakvoerders.

Voorts behoort de bijlage te worden aangevuld door te voorzien in het geval waarbij een bewakingsonderneming geleid wordt door een natuurlijke persoon of een vennootschap zonder rechtspersoonlijkheid. In dat geval behoort de

.../...

naam te worden vermeld van de natuurlijke persoon die deze onderneming leidt.

Dezelfde opmerking geldt voor onderdeel I, 6°, van bijlage 2.

2. In de tabellen van de onderdelen I, 8°, II, 4°, III en V, 1°, is er op de derde rij sprake van "het toezicht op en bescherming bij het vervoer van goederen"; die tabellen moeten in overeenstemming worden gebracht met artikel 1, § 1, eerste lid, 3°, van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten waar met de uitdrukking "toezicht op en bescherming bij het vervoer van waarden" gewerkt wordt.

3. In de Franse ontworpen tekst van onderdeel I, 7° (in feite 9°) wordt nu eens het woord "section" gebruikt, dan weer het woord "secteur". Er behoort op eenvormige wijze met het woord "section" te worden gewerkt.

Dezelfde opmerking geldt voor onderdeel I, B, 2°, van bijlage 3.

4. Op de zesde rij van de tabel van onderdeel II, 4°, behoort "toezicht op en controle van personen" te worden geschreven, overeenkomstig artikel 1, § 1, eerste lid, 5°, van de voornoemde wet van 10 april 1990.

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor de tabellen van de onderdelen III en V, 1°, en voor onderdeel V, 2°.

5. In de tabel van onderdeel III, zijn de drie vermelde categorieën niet voldoende duidelijk. Onder welke categorie moet bijvoorbeeld een V.Z.W. worden gerangschikt ?

Dezelfde opmerking geldt voor de tabel van onderdeel III, 4°, van bijlage 2 : in de voetnoten onderaan de tabel behoort meer uitleg te worden verstrekt.

6. In onderdeel V, 1°, laatste zin, wordt bepaald dat de lijst moet worden opgemaakt "zeker wat betreft hold-ups op waardetransporten", hetgeen, a contrario, betekent dat deze niet noodzakelijkerwijs moet worden opgemaakt voor de andere feiten.

Bijlage 2

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in de Franse tekst van onderdeel II, 2°, in fine, ook de personen die "sont responsables de plusieurs activités" worden genoemd, terwijl volgens de eerste zin alleen het uitvoerend personeel dat beveiligingsactiviteiten uitoefent moet worden vermeld, en niet "les responsables".

.../...

Bijlage 3

1. In punt 6°(dat punt 5° wordt) van onderdeel I, A, wordt gevraagd de naam van de "afgevaardigd beheerder" (lees : gedelegeerd bestuurder) op te geven. In de Franse tekst is er sprake van "de l'administrateur délégué ou du gérant". De Nederlandse versie en de Franse versie behoren met elkaar in overeenstemming te worden gebracht en de bijlage dient te worden aangevuld door te bepalen dat, wanneer de onderneming waaronder de interne bewakingsdienst ressorteert, geen rechtspersoon is, de naam moet worden opgegeven van de natuurlijke persoon die die onderneming leidt.

2. In de tabel van onderdeel II, 2°, en in de tabel van onderdeel V, 1°, staat op de derde rij "Toezicht op en bescherming bij het vervoer van goederen". Het zou beter zijn het woord "goederen" te vervangen door het woord "waarden", dat meer aansluit bij artikel 1, § 1, eerste lid, 3°, van de genoemde wet van 10 april 1990.

3. In de tabel van onderdeel II, 2°, vijfde rij schrijve men, overeenkomstig artikel 1, § 1, eerste lid, 5°, van de genoemde wet van 10 april 1990, "toezicht op en controle van personen".

Dezelfde opmerking geldt voor de tabel van onderdeel V, 1°, vijfde rij, en voor onderdeel V, 2°, vijfde streepje.

.../...

4. Het zou beter zijn in onderdeel III een tabel in te voegen met de activiteiten die genoemd zijn in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, 2°, 3° en 5°, van de genoemde wet van 10 april 1990.

Bovendien legt de ontworpen regeling op dat het intern jaarverslag dat eventueel zou zijn opgemaakt door de interne bewakingsdienst, moet worden overgezonden. Met die verplichting wordt de machtiging vervat in artikel 14 van de genoemde wet van 10 april 1990 overschreden. Bij dat artikel wordt de Minister van Binnenlandse Zaken alleen gemachtigd om de inhoud van het jaarverslag vast te stellen, en niet om een lijst met documenten op te stellen die de interne bewakingsdiensten hem zouden moeten bezorgen, te meer daar dat intern verslag informatie kan bevatten die de Minister van Binnenlandse Zaken niet aanbelangt. Indien de ambtenaren en de agenten die belast zijn met het toezicht op de interne bewakingsdiensten zulk een verslag willen onderzoeken, dienen zij gebruik te maken van artikel 16 van de genoemde wet van 10 april 1990.

Wetgevingstechnische opmerkingen

I. In de drie bijlagen wordt een zeer verschillende terminologie gehanteerd alsook een zeer verschillende opmaak, wat voorkomen dient te worden indien zulks nergens voor nodig is.

Men lette onder meer op de volgende opmerkingen.

.../...

- 1° de nummering en de opmaak van het opschrift van de bijlagen moeten op elkaar worden afgestemd. Zo bijvoorbeeld moet de eerste bijlage met een Arabisch cijfer worden genummerd, en dient de opmaak van het opschrift van bijlage 3 in overeenstemming te worden gebracht met die van het opschrift van de andere bijlagen;
- 2° de onderverdelingen van de onderdelen van iedere bijlage moeten correct genummerd worden. Zo bijvoorbeeld moet de laatste onderverdeling van onderdeel I van bijlage 1 genummerd worden met "9°" in plaats van met "8°"; zo ook behoort onderdeel I,A, van bijlage 3 vernummerd te worden van 1° tot 5°. Bovendien bevat de Nederlandse versie van onderdeel I, A en B, van bijlage 3 een verkeerde nummering;
- 3° in de opsommingen moeten de verschillende opgesomde onderdelen, behalve het laatste ervan, gevolgd worden door een komma-punt, niet door een punt;
- 4° er mogen geen stukken tekst tussen vierkante haakjes geplaatst worden, zoals bijvoorbeeld in bijlage 1, onderdeel I, 4°;
- 5° er mag niet tweemaal een dubbele punt worden gebruikt in eenzelfde onderdeel van een opsomming, zoals bijvoorbeeld in bijlage 1, onderdeel I, 8° (dat 9° wordt);

.../...

- 6° men schrijve "frank" in plaats van "Bef", alsook "euro" (1) in plaats van "Euro", zoals bijvoorbeeld in bijlage 1, onderdeel I, 8°;
- 7° onderdelen van een opsomming behoren te worden aangegeven met "a)", "b)", "c)", enz., in plaats van met streepjes, zoals bijvoorbeeld in bijlage 1, onderdeel V, 2°;
- 8° men vermijde het gebruik van niet-gedefinieerde afkortingen, zoals bijvoorbeeld in bijlage 2, onderdeel III, 5°, a), waarin afkortingen zoals "AIR", "PIR", "PIR + MW" en "PIR + US" voorkomen; het zou beter zijn de woorden waarvoor die afkortingen staan te gebruiken;
- 9° in plaats van de voegwoordcombinatie "et/ou" te gebruiken, schrijve men alleen het voegwoord "of";
- 10° men schrijve "en" of "met", in plaats van het teken "+".

II. De redactie van de bijlagen moet worden verbeterd, zoals bijvoorbeeld :

- 1° in bijlage 1, onderdeel I, 8°, vijfde rij van de tabel, waar in de Franse tekst "Chiffre d'affaires découlant de la surveillance et du contrôle ..." geschreven behoort te worden;

(1) Wat het Frans betreft, wordt voor een correcte schrijfwijze van de euro verwezen naar Rhadamanthe, "L'euro arrive", J.T., 1999, blz. 174.

2° in bijlage 1, onderdeel I, 8°, zesde rij van de tabel, waar, overeenkomstig artikel 1, § 3, van de wet van 10 april 1990 "Omzet uit conceptie, installatie, onderhoud of herstelling van alarmsystemen en alarm-centrales" geschreven behoort te worden.

De verschillende punten of onderverdelingen die in eenzelfde bijlage staan, moeten onderling op elkaar worden afgestemd. Zo bijvoorbeeld schrijve men in de Franse tekst van bijlage 2, onderdeel I, 7° (dat 8° wordt) "Date à laquelle les comptes annuels sont clôturés", in de plaats van "Date à laquelle vos comptes annuels sont clôturés". Zo ook schrijve men in de Franse tekst van bijlage 2, onderdeel III, 4° "Répartition du nombre de clients ..." in de plaats van "Répartition du nombre de vos clients ...". In de Franse tekst dient laatstgenoemd onderdeel overigens te worden aangevuld met de woorden "dans l'année de référence".

De bijlagen moeten ook met elkaar in overeenstemming worden gebracht. Zo bijvoorbeeld dient in bijlage 2, onderdeel II, 2°, in fine het woord "functie" vervangen te worden door het woord "activiteit", conform de correcte redactie in bijlage 1, onderdeel II, 4°, en in bijlage 3, onderdeel II, 2°.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

premier président,
eerste voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. KIRKPATRICK,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire.

Het verslag werd uitge-
bracht door de H. A. LEFEBVRE,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opge-
steld en toegelicht door de
H. C. AMELYNCK, referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS